

Coopération Bénin-France

# Du matériel d'intervention pour les sapeurs-pompiers

**La France vient de faire don d'un important lot de matériel d'intervention au Groupement national des sapeurs-pompiers. La remise officielle des équipements a eu lieu ce mercredi 17 juillet à Cotonou.**

— Par Babylas ATINKPAHOUN

Quatre engins de premiers secours, six barques motorisées, un lot de tenues de feu, cent équipements complets de protection et un lot de matériel de désincarcération, d'une valeur totale de 250 millions de F Cfa. C'est le lot d'équipements dont a bénéficié le Bénin, de la part de la République française, au profit du Groupement national des sapeurs-pompiers. « Ceci concrétise le partenariat étroit que la France et le Bénin entretiennent dans le champ de la sécurité intérieure et tout particulièrement dans le domaine de la protection civile », confie Marc Vizy, ambassadeur de la France près le Bénin. Il dit savoir l'importance pour un Etat d'assurer le secours aux personnes et de protéger les populations face aux sinistres et catastrophes qui peuvent subvenir. C'est ce qui justifie ce don qui vient renforcer les capacités opérationnelles du Groupement national des sapeurs-



**Le Gnspp bénéficie d'un appui technique de la France pour le renforcement des capacités opérationnelles des sapeurs-pompiers**

pompiers. L'ambassadeur détaille que le lot de tenues de feu permettra d'équiper, de la tête aux pieds, 100 soldats du feu, et est d'une valeur de plus de 130 millions de F Cfa. Les six barques motorisées et le lot de matériel de désincarcération, d'une valeur de 40 millions de F Cfa, permettront aux sapeurs-pompiers de mieux faire face aux risques d'inondations côtières et lacustres et au sauvetage des victimes.

Quant aux engins, il s'agit de quatre véhicules reconditionnés, d'une valeur de 80 millions de F Cfa, dont deux camions fourgons-pompes destinés à lutter contre les incendies et deux camions de secours routier entièrement équipés. « Au-delà de cette cession de matériel, la volonté de la France est de poursuivre et d'intensifier le partenariat que nous menons depuis maintenant huit ans dans

le domaine de la protection civile », souhaite l'ambassadeur Marc Vizy qui annonce de belles perspectives dans l'appui aux sapeurs-pompiers. Un engagement et un accompagnement salués par Alassane Séidou, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique. « Il n'est plus un secret pour personne que la France constitue pour le Bénin, un partenaire stratégique de premier plan. Ses appuis se manifestent dans plusieurs domaines et les équipements que nous réceptionnons en constituent le témoignage éloquent », avoue Alassane Séidou. Il ne fait aucun doute que ces équipements donneront un souffle supplémentaire au Groupement national des sapeurs-pompiers et contribueront à améliorer la qualité de ses actions au profit des populations. Occasion pour le

ministre Alassane Séidou de saluer le professionnalisme, le courage et le sens aigu de responsabilité de ses hommes, au regard des risques qu'ils prennent au quotidien dans leur rôle d'assistance aux victimes des sinistres et catastrophes. « Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour améliorer progressivement les conditions de vie et de travail de ces vaillants soldats du feu », s'est-il engagé. Le Colonel Sanni Gomina, commandant du Groupement national des sapeurs-pompiers reconnaît l'importance de ces équipements, surtout les deux véhicules de secours routier qui disposent de matériel de secours à l'intérieur pour la prise en charge rapide lors des interventions. « C'est une première et nous en avons reçu deux », se réjouit-il. Il prend l'engagement de faire bon usage de ces équipements ■

## Sécurité informatique et cybersécurité

### Des professionnels et étudiants renforcent leurs capacités

**24 professionnels et étudiants en cybersécurité prennent part, depuis lundi 15 juillet dernier à Cotonou, à une formation sur la sécurité informatique. Elle est organisée par Open worldwide application security project (Owasp), chapitre Cotonou, en partenariat avec l'Agence des systèmes d'information et du numérique (Asin).**

— Par Isidore GOZO



**Cette formation permet de mettre en avant l'importance de la sensibilisation à la sécurité informatique**

Cette formation que nous suivons est d'une grande importance pour nous, en ce sens qu'elle nous permettra de mettre à niveau nos connaissances et de découvrir d'autres notions dont nous n'avons pas forcément connaissance », confie Moussa Achta, l'un des participants. Portant sur le thème « La sensibilisation à la sécurité informatique », la formation offre aux participants l'opportunité d'une mise à jour véritable de leurs compétences.

Organisée par Open worldwide application security project (Owasp), chapitre Cotonou, en partenariat avec l'Agence des systèmes d'information et du numérique (Asin), cette formation a pour objectif de mettre en avant l'importance de la sensibilisation à la sécurité informatique au sein des organisations et de la société. Durant les cinq jours, les participants aborderont plusieurs sujets tels que l'ingénierie sociale, la formation à la sécurité, la prise de conscience de l'importance de la sécurité, l'hygiène numérique. Pour Emery Assogba, organisateur de l'événement, l'humain reste le maillon faible du système de management de la sécurité de l'information. A travers cette formation, a-t-il noté, il s'avère impérieux de rappeler autant aux professionnels qu'aux étudiants, l'importance de la mise en œuvre

stricte des bonnes pratiques de sécurisation des systèmes d'information dans leur quotidien. La formation est autant pratique qu'interactive. « Nous leur soumettons des cas pratiques pour les aider à savoir les menaces qui pèsent sur les entreprises en cas de défaillance de leurs systèmes d'information ainsi que les mesures à prendre pour y remédier », a-t-il expliqué, en informant que l'Open worldwide application security project (Owasp) est une fondation à but non lucratif qui œuvre à l'amélioration de la sécurité des logiciels.

Roland Aïkpé, responsable du département Cybersécurité à l'Asin, se réjouit de la tenue de cette formation qui, selon lui, permet aux participants de se rappeler les notions sur la sécurité informatique, la sécurité des applications et des dispositifs, et de mieux maîtriser le processus de gestion des incendies de sécurité. « Tout ceci permettra aux acteurs de mieux sécuriser leur réseau et système informatique », a-t-il déclaré. Il fait savoir qu'en tant qu'acteur principal en matière de sécurité au Bénin, l'Asin soutient tout événement allant dans le sens de l'écosystème sécurité. Rappelons que cette formation qui prend fin ce jour, sera sanctionnée par la remise des attestations aux participants ■

## Conseils aux nouveaux bacheliers

### Aller vers des filières techniques débouchant sur l'emploi

**Des milliers de nouveaux bacheliers seront appelés, les prochains jours, à opérer des choix de filières pour la poursuite de leurs études universitaires. Abdoulaye Bio Tchané, ministre d'Etat, chargé du Développement et de la Coordination de l'Action gouvernementale, les invite à s'orienter vers des formations professionnelles et/ou techniques susceptibles de leur ouvrir les portes de l'emploi.**

— Par Arnaud DOUMANHOUN  
A/R Borgou-Alibori

« Vous avez des petits frères qui sont un certain nombre à avoir le Bac aujourd'hui, et vont s'orienter vers l'université. Ceux qui ne sont pas informés sont déjà en train de chercher à aller en droit, en science économique, en géographie ou en sociologie », fait observer Abdoulaye Bio Tchané, ministre d'Etat, chargé du Développement et de la Coordination de l'Action gouvernementale, lors de ses échanges avec les jeunes,

samedi 13 juillet, à Parakou. Il va ajouter : « Demandez-leur d'aller en formation professionnelle et technique, ils auront du travail à la fin de leur formation. Mais les études ne s'arrêtent jamais dans la vie. A tout âge, vous pouvez aller apprendre. Moi, j'envisage quand je vais finir au gouvernement, d'aller faire un doctorat en mathématique. Donc, je peux retourner à l'école. Mais donnez-vous du travail, des perspectives d'avoir une famille ». Selon le ministre Abdoulaye Bio Tchané, les études peuvent se faire à tout âge. Il n'existe pas de limite d'âge au niveau des universités. « Vous pouvez commencer la géographie à 30 ans, si c'est ce que vous désirez, mais allez au moins dans une filière où vous aurez du travail, et ces filières sont nombreuses dans notre pays ». L'appel du ministre d'Etat, chargé du Développement et de la coordination de l'action gouvernementale est sans équivoque.

Les nouveaux bacheliers ne devraient pas faire l'option de gonfler les effectifs des filières académiques des universités,

qui ne s'ouvrent pas directement sur des opportunités d'emploi. L'adéquation formation-emploi est devenue une priorité pour le gouvernement, qui déploie d'importants moyens pour la mise en œuvre de sa politique publique. Ceci passe, entre autres, par la construction et la réhabilitation de lycées agricoles, le développement d'une zone industrielle, et la promotion de certaines filières. A en croire le ministre Abdoulaye Bio Tchané, une étude est réalisée par ses services pour situer où se trouve le niveau d'employabilité aujourd'hui. Des résultats de ces travaux, des filières phares sont identifiées. « Nous avons privilégié un certain nombre de filières à savoir, l'agriculture, le tourisme et d'autres secteurs qui viennent soutenir le développement économique et social de notre pays. Vous êtes à Parakou, Natitingou ou Kalalé, et vous désirez construire une maison aujourd'hui, il vous reste encore à aller chercher votre maçon à Cotonou. Donc là, il y a du travail pour les jeunes qui veulent être dans le bâtiment, la plomberie, l'électricité », a-t-il expliqué. Au niveau du tourisme, des investissements massifs sont faits, et des débouchés s'offrent dans les filières restauration, hôtellerie, transports et autres, sans oublier les opportunités autour des activités portuaires. L'objectif du gouvernement, selon le ministre d'Etat Abdoulaye Bio Tchané, est que d'ici 2030, 70 % au moins des apprenants qui sortent des écoles aient une formation professionnelle ou technique au lieu d'une formation générale. Le ton est donné au niveau du ministère de l'Enseignement secondaire, technique et de la Formation professionnelle, ainsi que du ministère de l'Enseignement supérieur, pour fournir de plus en plus des cadres qui ont une formation professionnelle et technique ■



**L'objectif du gouvernement est que d'ici 2030, 70 % au moins des apprenants qui sortent des écoles aient une formation professionnelle ou technique**